

YONNE mémoire

/ Bulletin de l'Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne /

numéro

34

/ novembre 2015 / 4€ / ISSN1620-1299 /

Sommaire

ÉDITORIAL

L'année 1945

par CLAUDE DELASSELE • 2

L'APRÈS GUERRE DANS L'YONNE

La reconstruction politique dans l'Yonne en 1945

par THIERRY ROBLIN • 3

L'APRÈS GUERRE DANS L'YONNE

L'élection invalidée du maire d'Auxerre, Jean Moreau

par THIERRY ROBLIN • 7

MÉMOIRE

La question de la mémoire dans l'Yonne, au cours de l'année 1945

par FRÉDÉRIC GAND • 9

RETOUR DES DÉPORTÉS

Le retour d'un « absent » : Icek Ovieczka, juif polonais, survivant des camps de la mort par ARNAUD FOUANON • 15

L'ÉVÉNEMENT

« Maquis 44 », 3^e édition, Guerchy dans l'Histoire ! par THIERRY ROBLIN • 17

L'APRÈS GUERRE DANS L'YONNE

La reconstruction politique dans l'Yonne en 1945

Électrices françaises devant un panneau électoral. Élections 1945.



ARORY

• Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne •

Yonne mémoire 40/44 / Bulletin de l'Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne /
Directeur de publication : C. Delasselle / Rédacteur en chef : C. Delasselle / Iconographie : Arory / Coordination : T. Roblin /
Graphisme et réalisation : F. Joffre / Arory, 2015 / Photos : D.R. / Site internet : www.arory.com / e-mail : arory.doc@wanadoo.fr /
Centre de documentation : 15 bis, rue de la Tour d'Auvergne - 89000 Auxerre / Couverture : afp 1945/

ÉDITORIAL

L'année 1945

- par Claude Delasselle -

Comme nous l'avions annoncé dans le bulletin *Yonne mémoire* n° 33 paru en mai 2015, nous continuons dans ce présent numéro de traiter de l'année 1945.

Un premier article évoque la reconstruction politique dans l'Yonne, en analysant les différents scrutins qui se sont déroulés dans le département au cours de l'année 1945, complété par le cas, en apparence surprenant, de Jean Moreau, nommé maire d'Auxerre par Vichy, et réélu triomphalement par la population d'Auxerre au poste de maire aux élections municipales du printemps 1945.

L'article suivant analyse de façon approfondie la « bataille » mémorielle qui s'amorce dès le début de l'année 1945, et qui voit notamment s'affronter deux mémoires bien distinctes, la mémoire gaulliste et la mémoire communiste.

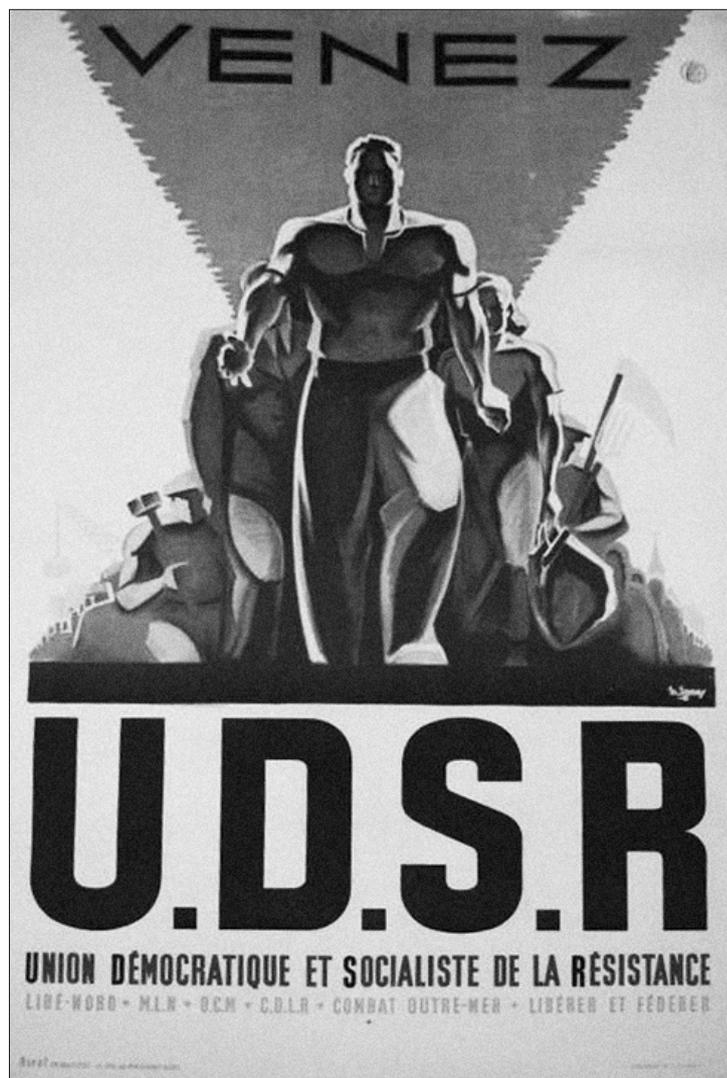
Enfin, un dernier article illustre le thème, traité dans le précédent dossier, du retour des « absents », avec le cas, hélas rarissime (5 rescapés connus sur 156 déportés raciaux de l'Yonne !) d'un juif de Sens, déporté à Auschwitz et qui a eu la chance de revenir de déportation. •

L'APRÈS GUERRE DANS L'YONNE



Deux nouvelles formations politiques issues de la Résistance et indépendantes des partis traditionnels font leur apparition à l'occasion des élections de 1945, l'UDSR (Union démocratique et socialiste de la Résistance) et le MRP (Mouvement républicain populaire).

[source : <http://www.amicalemp.org/html/oeuvre.php>]



La reconstruction politique dans l'Yonne en 1945

- par THIERRY ROBLIN -

Au printemps 1944, la France a finalement évité l'administration militaire alliée (AMGOT) que les Américains avaient initialement prévu d'instaurer. Au fur et à mesure que les départements sont libérés, le GRPF (Gouvernement provisoire de la République française) nomme des commissaires de la République, lesquels désignent dans chaque département des préfets. Ainsi Jean Bouhey, ancien député socialiste de Côte-d'Or et résistant au sein de Libération-Nord est nommé pour diriger la région Bourgogne-Franche-Comté. Il choisit un syndicaliste socialiste, Paul Gibaud, comme préfet de l'Yonne.

La constitution de comités départementaux, cantonaux et locaux de Libération¹ ainsi que l'installation de nouvelles municipalités² sont aussi une des priorités fixées par le GRPF. Contrôlés par les responsables des organisations de Résistance, en particulier le Front national et Libération-Nord, ces organes institutionnels remplacent l'administration de Vichy. Avec le préfet, ils ont pour mission de rétablir la légalité républicaine. Cependant, le retour au calme et à l'ordre républicain s'annonce compliqué du fait des arrestations arbitraires, des violences et des exécutions sommaires qui se multiplient après la Libération. Aussi, en 1945 et ce malgré l'opposition des CDL qui souhaitent qu'aucune élection n'ait lieu avant le retour des « absents »³, le GRPF décide d'accélérer la restauration des institutions démocratiques en organisant, dès le printemps, les élections des conseillers municipaux. Suivront celles des conseillers généraux et des députés à l'automne 1945.

Les élections, un enjeu politique pour la Résistance et la gauche

Dès la Libération, la Résistance entend jouer un rôle moteur dans la reconstruction politique de la France et appliquer les mesures du programme du Conseil national de la Résistance⁴. Aussi deux nouvelles formations politiques issues de la Résistance et indépendantes des partis traditionnels font leur apparition à l'occasion des élections de 1945, l'UDSR (Union démocratique et socialiste de la Résistance) et le MRP (Mouvement républicain populaire)⁵. Une troisième, le MURF (Mouvements unis pour la Renaissance française) apparaît davantage comme une annexe du Parti communiste, ce dernier soutenant des candidats du MURF dans les cantons où il n'est que faiblement implanté. Le retour aux urnes est également important pour les partis de gauche, la SFIO et surtout le Parti communiste français,

qui espère ainsi capitaliser politiquement son rôle dans la Résistance. Autoproclamé « Parti des 75 000 fusillés »⁶, le PCF a pour objectif de consolider sa place de première force politique du pays et aussi de s'implanter politiquement dans un département, l'Yonne, qui ne lui était guère favorable avant-guerre.

En face, la droite est très affaiblie car discréditée pour avoir joué le rôle principal dans l'établissement du régime de Vichy et ce, quelle qu'ait été la place occupée par des personnes de droite dans la Résistance⁷.

Ces élections annoncent donc un profond changement du paysage politique avec le renouvellement des élus. Pourtant, ce renouvellement s'avère beaucoup plus limité dans l'Yonne qu'au plan national. On touche là un aspect des particularités politiques locales propres à notre département.

Le retour aux urnes : les élections municipales d'avril et mai 1945

Les élections municipales, les premières depuis 1935, ont lieu au scrutin uninominal à deux tours, les 29 avril et 13 mai 1945. A cette occasion, le corps électoral, avec le vote des femmes obtenu par le décret du 4 octobre 1944, est deux fois plus nombreux qu'aux précédentes élections et ce même si les « absents » ne sont pas encore tous rentrés à cette date.

En face, la droite est très affaiblie car discréditée pour avoir joué le rôle principal dans l'établissement du régime de Vichy et ce, quelle qu'ait été la place occupée par des personnes de droite dans la Résistance.

Dans les villes importantes s'affrontent en général une liste soutenue par la gauche et comportant des résistants (sous des noms divers, comme la liste d'*Union républicaine et résistante* à Tonnerre) et une liste de droite, se proclamant

L'APRÈS GUERRE DANS L'YONNE

en général d'*Union républicaine pour la défense des intérêts municipaux*, comme à Villeneuve-sur-Yonne, personne ou presque n'osant alors s'avouer de droite. Parfois, comme à Auxerre ou à Avallon, apparaît une troisième liste, de tendance radicale ou MRP.

Au terme d'une campagne plutôt calme, le premier tour, marqué par une participation élevée, fait apparaître un net glissement à gauche de l'électorat par rapport aux élections d'avant-guerre, profitant d'ailleurs davantage au PCF et à la gauche modérée qu'à la SFIO. A Sens, la liste de gauche dirigée par Maxime Courtis l'emporte. Socialiste et franc-maçon, responsable de l'antenne sénonaise du Front national, Courtis est une figure de la résistance sénonaise. Mais si la Résistance triomphe à Sens, il n'en va pas de même à Auxerre où la liste de la Résistance subit un grave échec car la liste du maire vichyste Jean Moreau, pourtant frappé d'inéligibilité, rafle 23 sièges sur 27.

Le deuxième tour confirme la tendance du premier tour. Sens et Avallon passent aux mains de la gauche et leurs maires sont deux résistants. Robert Montchanin, figure de la résistance avallonnaise, est même élu maire sans avoir été candidat ! On trouve également des résistants à la tête d'autres municipalités, comme à Tonnerre (Roger Picand) et à Villeneuve-sur-Yonne (Louis Condemine). Aillant-sur-Tholon plébiscite aussi un résistant, Pierre Argoud, responsable du réseau Jean-Marie Buckmaster, mais son élection est symbolique car ce dernier est mort en déportation le 20 octobre 1944.

De son côté, la droite ne contrôle plus que deux municipalités importantes (Auxerre et Joigny) contre 16 en 1935. Mais ce déclin doit être nuancé par le fait que près de la moitié des communes ont une municipalité sans appartenance politique officielle. A Auxerre, le triomphe de la droite est même total puisque la liste dirigée par Jean Moreau remporte les quatre sièges restants et s'adjuge finalement la totalité des sièges. Au total, 11% seulement des conseillers municipaux élus se réclament de la Résistance. Sur les 5 362 conseillers élus aux municipales de 1945, 245 sont des femmes mais aucune n'accède au poste de maire, telle la résistante Andrée Santigny, candidate malheureuse aux élections municipales d'avril 1945 à Avallon. Pour ce retour aux urnes, on observe donc que la Résistance n'a pas réussi de véritable percée dans la vie politique du département (pas plus que dans beaucoup d'autres départements). Ces élections, qui annoncent la fin de l'activité de la plupart des comités de libération, marque le déclin de l'esprit et des institutions de la Résistance.

Les élections cantonales de septembre 1945

La restauration des institutions républicaines se poursuit avec les élections cantonales au scrutin uninominal à deux



Maxime Courtis, figure de la Résistance sénonaise, conduit la liste de gauche victorieuse aux municipales de mars 1945. ©Arory

tours, les 23 et 30 septembre 1945. Il s'agit de remplacer le Conseil départemental nommé par Vichy qui avait supprimé le Conseil général élu en 1937. Sur les 37 conseillers généraux élus en 1937, seulement huit se présentent pour renouveler leur mandat. Ces élections marquent aussi l'entrée des partis issus de la Résistance.

Au premier tour, la gauche, bien que divisée, obtient des résultats en voix nettement supérieurs à ceux d'avant-guerre. Les candidats du PCF obtiennent 18,2% des suffrages, ceux de la SFIO 17%, les candidats présentés sous l'étiquette du MURF, 6% et ceux de l'UDSR 10,5%. La gauche modérée (radicaux-socialistes) ne recueille quant à elle que 5,4% des suffrages.

Dans ce nouveau Conseil général de l'Yonne, profondément renouvelé puisque seulement six conseillers généraux élus en 1937 ont été réélus, la gauche possède une majorité assez confortable (24 élus sur 37).

Au deuxième tour, les désistements et le bon report des voix à gauche permettent à celle-ci de conquérir neuf cantons. Mais la droite conserve ses « fiefs » dans le sud du département. Ainsi, dans le canton de Vézelay, l'électorat reste fidèle à la famille Flandin en envoyant siéger Charles Flandin (étiquette Républicain indépendant), élu maire de Domecy-sur-Cure au printemps et frère de Pierre-Etienne Flandin, frappé d'inéligibilité⁸. Dans le canton d'Avallon, Georges Schiever, un proche de Flandin, maire d'Avallon de 1934 à 1944 et conseiller général sortant, est réélu... mais sous l'étiquette radicale-socialiste !

Dans ce nouveau Conseil général de l'Yonne, profondément renouvelé puisque seulement six conseillers généraux élus en 1937 ont été réélus, la gauche possède une majorité assez confortable (24 élus sur 37). La SFIO a réussi à faire élire sept conseillers généraux, dont Maxime Courtis ; le PCF, pour la première fois de son histoire, entre au Conseil général de l'Yonne avec deux élus, Lucien Prost et André Durand. Les deux autres formations politiques se réclamant de la Résistance, le MURF et l'UDSR, ont chacune deux élus (dont deux résistants rescapés des camps de concentration, Jean Marot pour l'UDSR à Joigny et Geneviève Bouchard, qui est par ailleurs la seule femme élue, pour le MURF à Aillant-sur-Tholon).

Lors de sa première séance, le 29 octobre 1945, Maxime Courtis est élu président. Ses trois vice-présidents, Jean Marot, Paul Picot⁹ et Lucien Prost¹⁰ sont eux aussi de gauche et anciens résistants, ce qui provoque les protestations des élus de droite qui n'ont obtenu aucune vice-présidence.

Le référendum et les élections législatives d'octobre 1945

La troisième étape de la reconstitution des institutions ré-

publicaines a lieu le 21 octobre 1945, avec un double vote des citoyens : d'abord pour un référendum puis pour l'élection de députés.

Le premier vote comporte lui-même deux questions : à la première (« Voulez-vous que l'assemblée élue soit constituante ? »), les électeurs icaunais répondent « oui » à une énorme majorité (97,5% des 129 172 suffrages exprimés), comme d'ailleurs l'ensemble des Français (96%), mettant ainsi définitivement fin à la Troisième République, dont seuls les radicaux souhaitaient maintenir les institutions en appelant à voter « non ». A la deuxième question, plus complexe (il s'agit de limiter la durée ainsi que les pouvoirs de la future assemblée constituante, comme le souhaitait le gé-

On peut aussi s'étonner que la gauche n'ait pas réussi à s'imposer aussi nettement dans l'Yonne que dans l'ensemble du pays : l'Yonne, avec deux élus de droite sur quatre, est en décalage complet avec l'ensemble de la France.

néral de Gaulle, contre l'avis du PCF), les électeurs icaunais répondent également « oui », à 69%, c'est-à-dire un peu plus que l'ensemble de leurs concitoyens (66%).

Les citoyens (et citoyennes) sont appelés ensuite à voter une nouvelle fois pour élire, au scrutin proportionnel, les députés de l'Assemblée constituante qu'ils viennent de plébisciter. Quatre sièges sont à pourvoir dans le département et trois listes comportant quatre noms chacune se disputent les suffrages des électeurs. La liste d'Action républicaine et sociale, regroupant les différentes familles de la droite, propose les noms de Jean Moreau, Georges Schiever, Pierre Lorne et Louis Protat¹¹. La liste Socialiste et Résistante, soutenue par la SFIO et l'UDSR, est formée de Gérard Vée, Germaine Vauthier, Jean Marot et Raoul Dubois¹², tous issus du mouvement de résistance Libération-Nord. La liste Communiste et d'Union républicaine et résistante propose les noms de Prosper Môquet¹³, Lucien Prost, Maria Valtat et Paul Verneiges¹⁴.

Le taux de participation est élevé (78,8% des inscrits), ce qui traduit l'intérêt des Icaunais pour ces élections, les premières de ce type depuis 1936. La gauche confirme certes sa progression, les listes socialiste et communiste obtenant au total 55,5% des suffrages. Elles n'ont cependant que deux élus : la liste socialiste obtient 29% des voix, faisant mieux que le score national de la SFIO (23,4%) et un élu, Gérard Vée ; la liste communiste obtient 26,5% des voix, ce qui est conforme au résultat national du PCF et fait élire Prosper Môquet. Celui-ci n'est pas connu dans l'Yonne, il s'agit en quelque sorte du premier « parachutage » politique de l'après guerre dans l'Yonne !

Cependant la droite, bien que n'obtenant que 44,5% des voix (un certain nombre d'électeurs du MRP ont refusé de voter pour la liste de droite à cause de la présence de Jean

Moreau), rafle les deux sièges restants qui reviennent à Jean Moreau et à Georges Schiever, ce dernier étant élu au bénéfice de la plus forte moyenne des trois listes en présence. La très nette victoire de Jean Moreau dans l'arrondissement d'Auxerre (57,3% des voix), venant après le succès triomphal de sa liste municipale à Auxerre en mai précédent, suscite beaucoup d'amertume et de désillusion chez de nombreux résistants et militants politiques de gauche.

Victoire de la gauche à nuancer

Au total, si la gauche socialiste et communiste a beaucoup progressé dans l'Yonne par rapport à l'avant-guerre, elle n'a pas réussi à empêcher les principaux notables de la droite

icaunaise (Jean Moreau dans l'Auxerrois, Georges Schiever et la famille Flandin dans l'Avallonnais) de se maintenir en place. La droite, rejetée au lendemain de la Libération par une partie de la population icaunaise à cause de son soutien au régime de Vichy, a réussi rapidement à refaire politiquement surface, alors que la Résistance, portée en triomphe au lendemain de la Libération, s'est divisée et n'a pas su se transformer en force politique majeure et durable. La Résistance n'a donc pas fait émerger une nouvelle génération politique ni renouvelé vraiment les cadres politiques du département, à l'image du MRP qui ne réussit pas à s'implanter dans l'Yonne. Le fait que la plupart des cadres et responsables des organisations de Résistance influentes dans l'Yonne soient des militants communistes ou socialistes explique sans doute cette particularité locale.

On peut aussi s'étonner que la gauche n'ait pas réussi à s'imposer aussi nettement dans

l'Yonne que dans l'ensemble du pays : l'Yonne, avec deux élus de droite sur quatre, est en décalage complet avec l'ensemble de la France¹⁵. Mais il ne fait pas de doute que des personnalités comme Jean Moreau ou Georges Schiever ne font pas l'objet d'un rejet de la part de la majorité de la population icaunaise : bien qu'ils n'aient jamais fait mystère de leur ferveur envers le maréchal Pétain, ils ne sont pas considérés comme des collaborateurs ni accusés d'avoir, en acceptant de gérer le quotidien sous la tutelle de l'occupant, favorisé ses desseins.

Après tout, la confiance maintenue dans ces hommes politiques ne reflète-t-elle pas l'attitude de la grande majorité de la population icaunaise (et plus largement, de la population française) qui n'avait été ni collaboratrice ni résistante et qui avait fait longtemps confiance au Maréchal pour protéger au mieux les intérêts des Français¹⁶. Attentiste jusqu'au moment où la victoire des Alliés et de la Résistance était enfin apparue certaine, méfiante et même hostile envers un Parti communiste devenu la première force politique du pays, cette majorité, après la brève bouffée d'enthousiasme de la Libération, revenait sans difficulté



Prosper Môquet, premier député communiste de l'Yonne. ©Arory

L'APRÈS GUERRE DANS L'YONNE

aux hommes politiques de la droite modérée, à qui elle faisait davantage confiance qu'à des résistants divisés et trop politisés à son goût. •

Notes

1. Les CDL (Comité départemental de la Résistance) sont une structure dont la création a été prévue en février 1944 dans chaque département par le CNR (Conseil national de la Résistance). Gaston Vée, un des responsables de Libération-Nord dans l'Yonne, crée et préside le premier CDL de l'Yonne. Emile Fovet, membre du Front national, lui succède.

2. Il est probable que dans la plupart des villages ou petites bourgades il n'y ait pas eu, ou peu, de modifications concernant les municipalités élues avant la guerre. Par contre, dans les villes plus importantes, il y a bien eu renouvellement total du personnel municipal, comme à Auxerre où le maire nommé par Vichy, Jean Moreau, est remplacé par le docteur Moutarde, nommé maire de la municipalité provisoire, ou bien encore comme à Sens où le résistant Maxime Courtis remplace Lazare Bertrand, déporté.

3. C'est-à-dire des prisonniers de guerre, des travailleurs requis et des déportés. Voir, sur ce sujet, l'article de Joël Drogland dans le bulletin *Yonne-Mémoire* n° 33 de mai 2015.

4. Créé en 1943 à l'initiative de Jean Moulin, le Conseil national de la Résistance était l'organe central de la Résistance intérieure. Son programme, adopté en mars 1944, prévoyait des réformes économiques et sociales importantes, comme les nationalisations et la création de la Sécurité sociale.

5. Créée le 25 juin 1945, l'UDSR est l'une des formations politiques issues exclusivement de la Résistance. Constituée de résistants qui craignent la mainmise du PCF, l'UDSR est aussi un parti divisé entre deux tendances représentées respectivement par René Pleven et François Mitterrand. L'UDSR disparaît en 1965. Fondé le 26 novembre 1944 par le résistant Georges Bidault, le MRP regroupe des démocrates chrétiens et centristes. L'abbé Pierre, ancien résistant, élu député, a été une des figures les plus célèbres du MRP, parti qui disparaît en 1965.

6. Ce chiffre, fort heureusement, est sans aucun rapport avec la réalité. Jean-Pierre Besse et Thomas Pouty, dans *Les Fusillés, répression et exécutions pendant l'Occupation 1940-1944* (éditions l'Atelier), chiffrent à 4 520 le nombre de personnes ayant été fusillées en France pendant la guerre, dont 80 % à 90 % de communistes.

7. Dans le département de l'Yonne, nous avons recensé un nombre important de résistants et d'organisations issus des milieux de la droite conservatrice, catholique, voire nationaliste. Citons par exemple le réseau Alliance, le mouvement Ceux de la Libération, l'OCM et l'organisation paramilitaire Service national maquis.

8. Pierre-Etienne Flandin, député de l'arrondissement d'Avallon, conseiller général du canton de Vézelay de 1919 à 1940, a été frappé d'ingélibilité après la Libération pour avoir été ministre dans le gouvernement de Vichy de décembre 1940 à février 1941 et avoir soutenu la politique de collaboration. Pierre-Etienne Flandin, ayant bénéficié d'une amnistie, retrouve son siège de conseiller général du canton de Vézelay en 1955.

9. Huissier de Justice à Joigny, Jean Marot est membre de Libération-Nord et du groupe Bayard. Élu conseiller municipal en mai 1945, c'est un militant de l'UDSR. Pharmacien à Sens, Paul Picot, radical-socialiste (il démissionne en 1938), a adhéré au Front national en 1942. Membre du Comité cantonal de libération, il est l'un des fondateurs du journal *Le Sénonais libéré*.

10. Originaire de Saône-et-Loire, Lucien Prost est un des responsables du Front national. Entré en clandestinité, il dirige le Parti communiste dans l'Yonne jusqu'en 1947, date à laquelle il démissionne. Il poursuit ensuite une carrière politique et syndicale en Haute-Marne.

11. Pierre Lorne, gros cultivateur du Sénonais, préside la

Caisse agricole d'allocations familiales de l'Yonne et plusieurs coopératives et syndicats agricoles. Louis Protat est employé à la Laiterie coopérative de Chablis ; il a été élu conseiller général du canton de Chablis en septembre 1945.

12. Gérard Vée, socialiste, est membre du mouvement Libération-Nord. Son frère Gaston Vée est le fondateur du CDL de l'Yonne. Germaine Vauthier, épouse de Pierre Vauthier, responsable de Libération-Nord puis déporté, a participé activement à la Résistance aux côtés de son mari, à Joigny. C'est une militante active de la SFIO. Raoul Dubois, membre de Libération-Nord, est élu après la Libération maire de Turny et conseiller général du canton de Brienon ; il milite au sein de l'UDSR.

13. Prosper Môquet est un ancien député communiste de la Seine ; c'est le père de Guy Môquet, jeune militant communiste fusillé à Châteaubriant le 22 octobre 1941 par les Allemands.

14. Maria Valtat, Paul Verneiges sont des résistants actifs dans l'Yonne au sein du Front national, qui ont exercé après la Libération des responsabilités importantes au sein du Parti communiste icaunais (voir *Un département dans la guerre 1939-1945*, ARORY, Editions Tirésias, 2007).

15. En effet la nouvelle chambre des députés comporte 435 députés de la gauche se réclamant de la Résistance (152 élus du PCF et du MURF, 142 de la SFIO et de l'UDSR et 141 du MRP) sur 545 élus, c'est-à-dire près de 80% du nombre total de députés.

16. C'est ce qu'ont cru de bonne foi de nombreux Français pendant l'Occupation, thèse qui a été reprise par les défenseurs du Maréchal après la guerre : Pétain aurait consciemment joué le double jeu avec les Allemands, acceptant la collaboration proposée par Hitler pour mieux protéger les intérêts de la France. Cette thèse a été complètement mise en pièces par l'historiographie moderne. Voir à ce sujet : *La légende rose in L'entrevue de Pétain-Goering*, éd. SAHVCB-ARORY, 2011.

L'élection invalidée du maire d'Auxerre, Jean Moreau

- par THIERRY ROBLIN -



Jean Moreau, Maire d'Auxerre, reçu par le Maréchal Pétain en 1943. ©Arory

Au soir du second tour des élections municipales d'Auxerre, le 13 mai 1945, c'est la stupeur et la désillusion chez de nombreux résistants et dans les milieux de la gauche. Bien qu'inéligible en tant que maire nommé par Vichy, Jean Moreau et sa liste d'« Administration municipale et de Défense républicaine » raflent la totalité des 27 sièges, un véritable plébiscite !

Elu maire le 18 mai 1945, Jean Moreau n'a guère le temps de savourer sa victoire car il est aussitôt suspendu par le préfet et son élection est invalidée le 6 juin 1945 par un jury d'honneur présidé par René Cassin. Moreau est donc contraint de se retirer, il est remplacé par son adjoint Martinaud.

Mais cette décision provoque le mécontentement d'une grande partie de la population auxerroise. Le préfet de l'Yonne, Paul Gibaud, observe que l'opinion publique « *commente avec passion la déchéance de Mr Moreau (...) en qualifiant d'arbitraire la décision qui a permis à trois personnes de contrecarrer la volonté de 6 000 personnes* ». D'autres voient là « une

manœuvre purement politique dans lesquels les intérêts de la ville d'Auxerre ont été relégués au second plan. »¹

Si cette révocation suscite un débat si animé, c'est que Jean Moreau est un notable local reconnu et respecté. Né en 1888, cet ancien pilote, « as » de la Grande guerre plusieurs fois décoré pour ses exploits militaires, dirige une florissante entreprise de biscuiterie-chocolaterie implantée à Auxerre. Très apprécié par ses employés qui louent

Si cette révocation suscite un débat si animé, c'est que Jean Moreau est un notable local reconnu et respecté.

L'APRÈS GUERRE DANS L'YONNE

sa politique sociale « paternaliste », il s'investit dans la cité et crée l'Aéroclub auxerrois. Il est élu conseiller municipal une première fois en 1925. Mais sa carrière politique débute vraiment sous l'Occupation quand, le 10 août 1941, il est nommé maire

Dès lors, homme de droite traditionnelle et pétainiste convaincu, Jean Moreau se consacre à une gestion prudente de sa ville et entretient des rapports « courtois » avec l'Occupant.

d'Auxerre en remplacement de Jean-Michel Renaitour, poussé à la démission par Vichy. Pour les autorités d'occupation, Jean Moreau « *semble avoir toutes les qualités requises pour le poste* ».

Dès lors, homme de droite traditionnelle et pétainiste convaincu, Jean Moreau se consacre à une gestion prudente de sa ville et entretient des rapports « courtois » avec l'Occupant. Le 12 juin 1943, il conduit une délégation des maires de l'Yonne qui est reçue à Vichy par le maréchal Pétain. Il participe ensuite dans les colonnes du journal local *Le Bourguignon* à la célébration du culte du Maréchal.

Son attitude envers le gouvernement de Vichy et les autorités d'occupation reste diversement interprétée. Certains font valoir qu'il a tenu tête publiquement aux Allemands en refusant de débaptiser certaines rues d'Auxerre (mais il l'a accepté pour d'autres, quand il s'agissait de personnalités de gauche comme Salengro ou Barbusse). Qu'il a évité l'enlèvement de la statue de Paul Bert en fournissant personnellement aux Allemands la quantité de bronze correspondante². Il a aussi été victime, tout comme une trentaine de notables de l'Yonne, de la politique des otages décidée par l'Occupant le 14 juin 1944³.

Des témoignages de résistants, plutôt de droite, font état de contacts et même d'aide qu'il aurait apportée à la Résistance au printemps 1944 ; d'autres résistants, plutôt de gauche, en particulier les communistes, l'accusent au contraire de servilité envers l'occupant. Après la guerre, Jean Mo-

reau a été l'objet d'une violente campagne menée par les communistes dans le journal *Le Travailleur*.

Lors de la Libération, anticipant la destitution prévue par la loi, Moreau avait présenté la démission de sa municipalité le 20 août 1944, sans doute

en accord avec le Comité départemental de Libération clandestin. Une nouvelle municipalité provisoire, dirigée par le docteur Moutarde, avait été nommée par le préfet et mise en place le 3 septembre 1944. Mais, de toute évidence, Jean Moreau avait conservé la confiance de beaucoup d'Auxerrois, ce que prouve son triomphe lors des élections municipales de 1945⁴.

Jean Moreau mettra un grand acharnement à obtenir sa réhabilitation. Dès 1947, il est relevé de son inéligibilité par le ministre de l'Air, le communiste Charles Tillon⁵. Il est alors élu conseiller municipal d'Auxerre en octobre 1947 et retrouve son fauteuil de maire, qu'il occupera jusqu'en novembre 1958, puis à nouveau de 1959 à 1971.

Entre temps, il avait été élu conseiller général en septembre 1945, et député en octobre de la même année et le restera jusqu'en 1958. Il mène de front une brillante carrière politique au niveau national, sous la IV^e République, en étant nommé plusieurs fois secrétaire d'Etat et accédant au poste de ministre du Budget dans le gouvernement Mayer en 1953.

Jean Moreau prend sa retraite politique en 1971, à 83 ans et meurt le 5 juin 1972. A Auxerre, un pont et une statue inaugurée le 16 mai 1983 lui rendent hommage, soit juste un mois avant l'inauguration de la stèle... Jean Moulin !

Dans l'Yonne, Jean Moreau est un exemple marquant de la renaissance de la droite qui a réussi à refaire politiquement surface après la Libération malgré le soutien qu'elle avait accordé à Vichy. •

Notes

1. Extraits de rapports préfectoraux publiés in *Jours tranquilles en 89*, Marc Abèles, éd. Odile Jacob, 1989.
2. Bernard Richard, dans un article paru dans le bulletin n° 150 de la SSHNY (2015) estime que la statue de Paul Bert (pas plus que celle de Davout) n'a jamais été véritablement menacée, et précise que le bronze des statues ou des cloches était collecté par un organisme français et non directement par les Allemands.
3. Ces arrestations ne peuvent être interprétées comme une action de répression de la Résistance. Jean Moreau, comme la très grande majorité des otages, a été rapidement libéré. Cependant tous n'ont pas eu la même chance puisque le maire de Sens, Lazare Bertrand, a été déporté à Neuengamme.
4. Ce triomphe s'explique également par le soutien très actif manifesté à l'appui de l'ancien maire vichyste par des résistants auxerrois, comme René Aubin, responsable du mouvement Libération-Nord et Jean-Louis Antier, fondateur du groupe Chevreuil. Après la guerre, Jean Moreau deviendra même le parrain de ce groupe.
5. Ce soutien apparemment surprenant d'un point de vue politique illustre la solidarité propre aux milieux de l'aviation.

La question de la mémoire dans l'Yonne, au cours de l'année 1945

- par FRÉDÉRIC GAND -

À la Libération, la France doit affronter le lourd passé de l'Occupation et de la Collaboration. Des différences implicites sont déjà faites entre ceux qui ont plus ou moins bien mérité de la patrie : soldats de la campagne de France de 1940, soldats des Forces françaises libres (FFL), prisonniers de guerre, requis du STO, résistants et maquisards, déportés politiques, déportés raciaux, victimes de bombardements ou de rafles... Tous ne seront pas honorés ni célébrés.

Depuis l'automne 1944, autorités et populations accordent leurs faveurs aux combattants et aux maquisards. Les cérémonies qui leur rendent hommage produisent des discours patriotiques qui orientent le souvenir. Chacun entend faire reconnaître son rôle et défendre sa mémoire de la guerre. Le département n'a pas échappé à la question de la mémoire qui fut d'emblée un enjeu entre divers acteurs et dont l'année 1945 est la première étape.¹

Les acteurs de la mémoire

Les premiers acteurs sont les individus. Ce sont les familles, qui souhaitent saluer la mémoire d'un disparu, résistant ou militaire, au cours d'une cérémonie funéraire ou d'hommage. Y participent les camarades de combat restés vivants, l'amicale résistante quand elle existe déjà, la section locale d'anciens combattants et les représentants du gouvernement provisoire, membres des municipalités provisoires et du Comité de libération, local ou cantonal. Plusieurs discours (celui d'un parent, du camarade de combat, du représentant de l'armée, du maire, éventuellement du sous-préfet) rappellent les circonstances du décès et le sacrifice consenti à la patrie. Les initiatives se font donc à l'échelon local et sous l'impulsion des familles et des camarades de combat. La presse relate ces manifestations auxquelles elle donne un écho départemental et dont elle reproduit parfois les discours. Ainsi se diffuse une mémoire combattante, tout à la fois résistante et militaire.

La presse est à la fois un relais des acteurs et elle-même un acteur majeur de la mémoire. *L'Yonne républicaine*, quotidien qui tire alors à 24 000 exemplaires, diffusé dans tout le département, se fait l'écho de toutes les manifestations et déclarations. Successeur du *Bourguignon* interdit à la Libération, il est placé sous le contrôle direct du CDL. Il est donc ouvert à tous ceux qui désirent témoigner, à toutes les

victimes de la guerre, aux associations et aux représentants de l'État (préfet, maires...), mais dans un esprit de neutralité. Dirigé par un « Comité de rédaction politique et sociale », soucieux de représenter tous les groupements (partis, syndicats, organisations de résistance et de prisonniers),² sa ligne est républicaine, sociale et résistante, sur le modèle du Conseil national de la Résistance (CNR).

Ce journal est concurrencé par deux titres qui défendent une mémoire résistante spécifiquement communiste. Il s'agit du *Travailleur de l'Yonne*, l'organe fédéral du Parti communiste, un hebdomadaire qui tire à près de 20 000 exemplaires. Son rédacteur en chef est Roland Souday, membre de la municipalité provisoire d'Auxerre, épaulé par des membres du bureau de la fédération communiste de l'Yonne, comme Maria Valtat ou Lucien Prost, secrétaire fédéral.

S'y ajoute *L'Yonne libre*, l'organe du Front national, qui tire à environ 7 000 exemplaires. Une position commune anime leurs rédacteurs : la défense inconditionnelle de la résistance communiste. Tout au long de l'année se succèdent les articles et les hommages aux « martyrs » communistes, résistants, maquisards ou déportés.

D'autres organes de presse, des hebdomadaires nés à la Libération, défendent aussi la mémoire d'une organisation de Résistance mais n'exercent qu'une influence locale. À Sens et dans sa région, *Le Sénonais libéré*, qui tire autour de 5 000 exemplaires, exprime la tendance socialiste du Front national local et réunit plusieurs résistants : Clotaire Alexandre, Maurice Colson, Maxime Courtis ou Paul Picot. *L'Éclaireur de l'Yonne*, né de la suspension de *La Tribune de l'Yonne* et qui tire autour de 5 000 exemplaires, est l'organe conservateur du mouvement Ceux de la Libération-Vengeance, animé par le colonel Joseph Mathis, membre du CLL de Sens et du CDL. Dans l'Auxerrois et le sud du département, *La Vie de l'Yonne*, qui tire autour de 7 500 exemplaires, représente

MÉMOIRE



Le Travailleur de l'Yonne, organe fédéral du Parti communiste du 11 mai 1945. ©Arory

Libération-nord et la ligne socialiste, à travers son rédacteur en chef Gaston Vée, membre du CDL.

Les responsables politiques forment la dernière catégorie d'acteurs. Ce sont le préfet Paul Gibaud et les comités de libération, composés en partie de résistants et dont le CDL, présidé par Émile Fovet puis par Henri Cuinat, est l'organe majeur. Dans le premier semestre de l'année 1945 et à l'approche de la fin de la guerre, ils soutiennent l'effort de guerre français, louent autant l'allié américain que soviétique, et se préparent à célébrer la victoire finale. À l'aide de deux annonces parues dans *L'Yonne républicaine*, le CDL fait « une adresse de sympathie à l'armée soviétique » le 30 janvier tandis que le préfet Gibaud souhaite le 14 février la « bienvenue à nos hôtes américains », c'est-à-dire des éléments de la 13^e division US qui s'installe dans l'Yonne.

Ces nouveaux responsables souhaitent rassembler les Français derrière la République, au nom du programme du Conseil national de la Résistance (CNR). Leurs discours opposent ceux qui ont combattu l'Occupant et Vichy pour défendre la République, à ceux qui ont collaboré avec l'Allemand et ont trahi la République. Les premiers méritent les honneurs, les seconds le déshonneur et le châtement. La Résistance a permis la libération du territoire et a rétabli la République qu'elle maintenait dans la clandestinité. Or la France presque entière a soutenu la Résistance. Ce mythe, que les historiens appellent le « résistancialisme », est utilisé aussi bien par les gaullistes que par les communistes. De Gaulle y trouve son compte car il est l'unificateur de la résistance française, le libérateur de la France et celui qui l'a replacée dans le camp des vainqueurs, en luttant à leurs

Ce mythe, que les historiens appellent le « résistancialisme », est utilisé aussi bien par les gaullistes que par les communistes. De Gaulle y trouve son compte quand le Parti communiste espère y retrouver le prix de ses sacrifices.

côtés contre l'Allemagne. De son côté, le Parti communiste espère retrouver dans les urnes le prix de ses sacrifices et se proclame « le parti des 75 000 fusillés » (Roland Souday n'hésite pas d'ailleurs à doubler allégrement ce nombre, dans le numéro du *Travailleur de l'Yonne* daté du 13 et 14 juillet !). Deux résistancialismes, l'un gaulliste, l'autre communiste se font donc concurrence.

Les tâtonnements de la mémoire dans le premier semestre de 1945

Jusqu'au 8 mai 1945, date de la capitulation allemande et de la fin de la guerre en Europe, la poursuite de la guerre en Allemagne polarise l'attention de l'opinion. La France est libérée mais toujours en guerre contre l'Allemagne. Depuis l'automne 1944, trois unités FFI de l'Yonne, largement composées de résistants, sont parties combattre, d'abord sur le front des Vosges et de l'Alsace, puis en Allemagne : le 1^{er} Régiment du Morvan formé à Auxerre, le 1^{er} Régiment des Volontaires de l'Yonne (1^{er} RVY) formé à Joigny et la compagnie Ferry formée à Sens. Les « absents » (prisonniers de guerre, déportés, requis du travail) commencent à rentrer mais ne seront pas tous de retour avant la fin du printemps ; certains ne reviendront pas. L'idée de commémoration ou de cérémonie collective est donc encore prématurée, d'autant que s'amorce à peine la création des premières associations d'anciens résistants ou déportés. Les seules structures

M É M O I R E

quis 1, publie un article intitulé « La bataille de Bléneau » dans l'édition du 14 janvier de *L'Yonne républicaine*, rappelant la mort héroïque du lieutenant Travers et le rôle du capitaine Roehrich et du lieutenant Calla, « les héros de ce 23 août ». A cette vision héroïque, partagée par une grande partie de la population, s'ajoute l'idée que le combat de la Résistance et de ses martyrs restera vain sans une épuration totale et sans une application rapide du programme du CNR. Au cours de la grande manifestation, le 11 février 1945 à Auxerre, à l'appel du CDL, des organisations de gauche et d'une grande partie des organisations de la Résistance, le secrétaire général de l'Union des syndicats, Marcel Delinon, retrace la lutte et le sacrifice des patriotes dans la libération du territoire puis appelle à « *rester unis derrière le général de Gaulle pour terminer rapidement la guerre* ». Le président du CDL, Emile Fovet, fustige l'alliance du fascisme et des intérêts capitalistes, jugée responsable de la guerre, et demande une application immédiate du programme du CNR.

Ce résistancialisme existe aussi dans sa déclinaison communiste, caractérisée par une grande intransigeance à l'égard des collaborateurs. L'organe du Parti communiste, *Le Travailleur de l'Yonne*, consacre presque toutes ses éditions de mars et d'avril au procès du commissaire des Renseignements généraux de l'Yonne, René Grégoire. Jugé coupable d'avoir livré à la *Gestapo* des résistants communistes, il est condamné à mort par la Cour de justice de l'Yonne le 20 avril. *Le Travailleur* a mené contre lui une violente campagne de presse, brochant de lui un portrait très noir et exigeant des jurés la peine de mort. Le Parti communiste enfonce le clou à l'occasion de la fête du Travail du 1^{er} mai, entre les deux tours des municipales. Il organise des défilés à Sens et à Auxerre, réunissant plusieurs milliers de personnes sous les drapeaux rouges et les banderoles « Pétain au poteau » ou « Châtiment des traîtres ». Cette exigence d'épuration est reprise par le secrétaire général du Parti communiste, Jacques Duclos, venu tenir un meeting au marché couvert d'Auxerre, le dimanche 6 mai. Devant plusieurs milliers de personnes, il réclame l'exécution immédiate de Grégoire et le châtiment exemplaire des traîtres et des collaborateurs. Avant son discours, Maria Valtat a fait longuement applaudir le résistant communiste Charles Dupuis, de Champvallon, rescapé de Mauthausen, et dont la sœur Clémence a disparu à Auschwitz.

Dans la soirée du 7 mai, le lendemain, parvient la nouvelle de la capitulation allemande et de la victoire. Le gouvernement provisoire annonce que les mardis 8 et 9 mai seront fériés. Une période d'intenses commémorations commence.

Jusqu'à l'automne, un résistancialisme unanime et triomphant

L'annonce de la victoire est pour de Gaulle l'occasion de rassembler les Français. Il encourage le développement d'un résistancialisme gaulliste qui amalgame dans la victoire tous les acteurs et les victimes de la guerre (civils, militaires, résistants et déportés) et même des deux guerres. Son allo-

cution du mardi 8, à 15h, est écoutée par les Icaunais dont certains placent leur poste à leur fenêtre, et radiodiffusée dans les rues d'Auxerre. Cloches et sirènes donnent ensuite le départ des festivités.

La population du département fête la victoire dans une atmosphère de liesse mais aussi dans le recueillement. À Auxerre, la matinée du 9 juin débute par une cérémonie au cimetière Dunand et notamment au « carré militaire » ; elle se poursuit par un dépôt de gerbes au monument aux morts dit « des deux guerres », symbole de la lutte pour la patrie et de la défense de la République. Après le discours du préfet retentissent les hymnes nationaux français, américain et soviétique.

Ce résistancialisme existe aussi dans sa déclinaison communiste, caractérisée par une grande intransigeance à l'égard des collaborateurs.

Cette cérémonie se reproduit à l'identique dans nombre de communes et constitue un modèle sur lequel se construiront les autres grandes fêtes de l'été : celle du 14 juillet, le premier depuis la Libération et les fêtes anniversaires de la Libération dans chaque commune, à la fin du mois d'août, qui regroupent des foules enthousiastes. À Auxerre, la veille du 14 juillet sont programmés des services religieux à la cathédrale et au temple, « à la mémoire de ceux qui ne reviendront pas », suivis par une veille du monument aux morts, de 23h à minuit. Lors de la manifestation du lendemain, les groupements de Résistance, placés en tête du cortège, se rendent d'abord au monument aux morts. L'importance du défilé qui emprunte le boulevard du 11 novembre est rehaussée par la présence de régiments de la 1^{re} Armée, qui sont passés en revue par le colonel Rémy et le général Chapman, commandant le 151^e régiment de parachutistes américains. Dans son discours, le résistant communiste André Cornillon, président du CLL d'Auxerre, salue « *la mémoire de ceux qui nous ont permis de jouir à nouveau des libertés qui nous sont chères : soldats et maquisards, fusillés et déportés, victimes quelles qu'elles soient de la barbarie nazie.* »⁴

Les commémorations locales se multiplient. Le 5 juin, les funérailles de l'Auxerrois René Schaeffer, résistant de Libération-Nord, prennent valeur de symbole à Auxerre où, le même jour, est honoré ce grand résistant et où René Grégoire, considéré par les communistes comme le symbole de la collaboration, est exécuté dans une carrière de Chevannes. La population et les organisations de Résistance se recueillent au pied de la dépouille de René Schaeffer, placée dans une chapelle ardente dressée dans le café qu'il tenait à côté de la Poste (actuelle brasserie Schaeffer) et qui était un rendez-vous de la Résistance. La personnalité consensuelle de ce « martyr du nazisme », torturé à Auxerre avant d'être déporté et qui est mort le 31 mai, à Briey, pendant son rapatriement, a attiré une foule importante.

Plusieurs de ces cérémonies visent à la constitution de lieux de mémoire. Plaques et monuments sont inaugurés pour

honorer les maquisards là où ils sont tombés. Le 18 juin, le préfet est aux Granges, hameau de Sambourg, pour une cérémonie d'inauguration d'une plaque⁵, dressée en l'honneur de cinq fusillés lors de l'attaque du maquis Aillot.⁶

Une autre cérémonie a lieu trois jours plus tard à Chailley, en souvenir des massacres perpétrés par les Allemands, après l'attaque du maquis Horteur. C'est aussi le cas à Bazarnes, le 9 juillet, puis le 14 juillet sur la commune de Charentenay, cérémonies évoquant la mémoire des neuf torturés et fusillés du maquis de la Souille, et pour celle du 20 juillet, organisée à la maison forestière de Mailly-le-Château, en l'honneur du garde forestier Fernand Pierre ou encore pour celle, le 19 août, consacrée aux 9 victimes de l'attaque du maquis de la Grilletière, près d'Escamps. Les cortèges qui se rendent sur le lieu des drames se recueillent indistinctement pour les combattants des deux guerres et, dans leurs discours, les maires et les officiels n'oublient pas de saluer la mémoire des « poilus » de 14.

Certaines cérémonies sont plus politisées. C'est le cas de la cérémonie du 10 juin, organisée par le Parti communiste à Guerchy, pour honorer la famille de résistants communistes, les Dumont, victime de l'attaque allemande du 13 juin 1944. La cérémonie, fort suivie par les communistes mais boudée par les habitants du village, par les officiels de la République et même par *L'Yonne républicaine*, se transforme en célébration communiste. Inversement, le 24 juillet, la cérémonie d'inauguration d'un monument à l'emplacement du maquis Aillot près de Lézennes, apparaît comme une manifestation gaulliste, en présence de l'amiral Ortoli, chef de cabinet militaire et du capitaine de Boissieu (gendre du général de Gaulle).

Ces cérémonies se concentrent entre le 21 août, date de la libération de Sens et le 26, date de celle de Tonnerre. À Tonnerre, où les résistants de Libération-Nord avaient reproché à la compagnie FTP Rouget de Lisle d'avoir failli déclencher un massacre dans la population par l'exécution de plusieurs prisonniers allemands, les cérémonies évitent toute polémique.

Dans son discours, le maire résistant Roger Picand insiste sur le rassemblement de tous et sur la reconstruction, au nom des morts. A Joigny, le 23 août, Paul Herbin fait lecture de plusieurs citations militaires au monument aux morts. Germaine Vauthier évoque ensuite la libération de la ville et honore la mémoire de la Résistance ; Jean Marot, représentant des déportés politiques, impressionne ensuite l'auditoire en déclarant : « *Je suis revenu d'entre les morts* ».

Au cours de l'été, le discours résistancialiste appelle désormais aussi à la reconstruction économique de la France, associant le sacrifice résistant à la bataille de la production. Dans son long discours, prononcé lors de la célébration de la libération d'Auxerre, le 24 août 1945, le préfet dresse ainsi le premier bilan historique de la Ré-

sistance dans le département et le relie à un constat des besoins économiques et des défis à relever pour l'avenir.

Des mémoires concurrentes à partir de l'automne

En septembre, à l'approche des élections cantonales, le consensus résistancialiste est entamé par le combat politique. Le Parti communiste, soucieux de se démarquer du discours gaulliste, souhaite réaffirmer la singularité de la mémoire communiste, non sans arrière-pensées électorales. Il organise, de concert avec la municipalité d'Auxerre, les obsèques solennelles de cinq communistes : les quatre résistants René Froissart, René Roulot, Albert Meunier et Louis Riglet et un combattant de juin 1940, Pierre Sansoy. Ils sont inhumés le 9 septembre dans le carré du cimetière des Conches, offert par la municipalité d'Auxerre aux familles de fusillés et de martyrs. Cette cérémonie qui rassemble entre 10 et 15 000 personnes les conduit en cortège depuis le monument aux morts jusqu'au cimetière, où sont prononcés les discours. Le succès de la cérémonie s'explique en partie par la présence de Maurice Thorez, secrétaire général du Parti communiste et membre du gouvernement provisoire, dont le discours est très attendu. Après une émouvante évocation de son camarade René Froissart, qu'il a fréquenté dans sa jeunesse, Thorez déroule la rhétorique du résistancialisme communiste, en affirmant que la résistance communiste est la première de toutes et la plus nombreuse. Thorez n'insiste plus seulement sur l'épuration des traîtres et des collaborateurs mais affirme le besoin de reconstruction de l'économie et de la démocratie. Cette volonté d'« Union nationale » est à rapprocher alors des ambitions gouvernementales du Parti communiste.

Malgré tout, une compétition mémorielle s'engage à partir de cette époque. Alors que le rythme des commémorations se ralentit, le Parti communiste jette les bases d'un culte mémoriel dans certaines communes. À Tonnerre, dès le 28 septembre, la ville honore la mémoire du résistant Claude Aillot, fusillé en avril 1942 (et présenté à tort dans *Le Travailleur* comme « chef de maquis »). Ces obsèques solennelles

se veulent aussi grandioses que celles que la municipalité d'Auxerre a rendues à René Schaeffer.

Le 14 octobre, à Pimelles, une cérémonie en l'honneur de Louis Thiennot, tombé en 1943 lors de l'attaque du maquis Vauban à La Grange-aux-Moines, rassemble 2 000 personnes, dont tous les responsables politiques du Parti communiste : le nouveau député Prosper Môquet, le commandant Charles Guy (« Yvon »), ancien chef des FTP et le nouveau conseiller général André Durand. Le 23 octobre, c'est à Laroche qu'une cérémonie est organisée à la mémoire du résistant communiste Georges Varenne, mort en déportation. Le 11 novembre, Migennes baptise quatre rues portant le nom de communistes ; trois résistants martyrisés à Auxerre, fusillés comme otages en 1942 ou torturés à mort en 1944, Pierre Picard, Louis Riglet et Henri Surier.

L'ÉPURATION

Le quatrième, Pierre Semard, qui a vécu dans l'Yonne avant la guerre, a été fusillé comme otage en 1942 à la prison d'Evreux. À l'approche de la Toussaint et jusqu'à la fin de l'année, le rythme des cérémonies se ralentit. La plupart du temps, les organisations de Résistance remettent à l'année suivante leurs projets de fondation d'un lieu de mémoire, devant l'arrivée des élections, des mauvais jours et aussi en l'absence de fonds. Cependant le 4 octobre à Bléneau, les obsèques du maquisard Martial Lebois, pendu par les Allemands à Semur-en-Auxois le 26 août 1944, attirent au cimetière 1 500 personnes. Le 7 décembre, à l'église Saint-Lazare d'Avallon, un service funèbre très suivi honore la mémoire de résistants du réseau Alliance, Jean Serruau et François Robb, déportés et assassinés le 29 novembre 1944 en Allemagne. Mais les cérémonies officielles de la Toussaint témoignent d'une certaine lassitude de la population. À Auxerre, qui appelle à rendre hommage aux victimes des trois guerres de 1870, 1914 et 1940, le cortège, parti de l'Hôtel de Ville pour gagner le monument aux morts puis le cimetière des Conches, connaît une faible affluence.

En cette fin d'année, d'autres acteurs militent pour la reconnaissance de leur mémoire. À partir du mois d'août, dans *L'Yonne républicaine*, le déporté Jean Puissant fait paraître des chapitres de son ouvrage *La colline sans oiseaux*, où il relate son expérience concentrationnaire à Buchenwald, ce qui constitue l'un des premiers témoignages publiés en France sur la question. Le 5 octobre, dans le même journal, démarre la publication des *Souvenirs de déportation du capitaine Aubin* où ce responsable auxerrois de Libération-Nord, rescapé de Mauthausen, révèle au lecteur son périple et les réalités du système concentrationnaire. De son côté, Jean Marot présente, dans *L'Yonne républicaine* du 7 décembre, la « croisade des déportés » qui sillonnent depuis deux mois les communes du département pour y tenir des conférences sur l'univers concentrationnaire. Dans l'Yonne, la mémoire des déportés politiques prend véritablement naissance à cette époque.

En revanche la mémoire des combattants et des prisonniers de guerre ne réussit pas à s'imposer. Le 24 octobre, Legris, le délégué local de la FNCR fait paraître dans *L'Yonne républicaine* un article intitulé *Les oubliés*, dans lequel il regrette que les combattants de la guerre, soldats de 1940 ou engagés de 1944, n'aient pas les mêmes droits et avantages que les « poilus » de la Grande guerre. La délégation auxerroise, présente au Congrès national des prisonniers de guerre qui se tient à Paris du 15 au 18 novembre, déplore elle aussi le sort fait aux prisonniers rapatriés. Le congrès regrette que l'opinion puisse rendre responsables de la défaite les prisonniers de guerre et s'insurge contre l'accusation de trahison.

En cette fin d'année, l'Armée présente, à la Maison du peuple à Auxerre, du 6 au 20 décembre, une exposition intitulée *Du Goliath au V1*.⁷ Aux côtés de stands présentant les armes allemandes prennent place des panneaux retraçant les grandes phases de la guerre. D'autres panneaux sont

À partir du mois d'août, dans *L'Yonne républicaine*, le déporté Jean Puissant fait paraître des chapitres de son ouvrage *La colline sans oiseaux*, où il relate son expérience concentrationnaire à Buchenwald.

consacrés à la résistance icaunaise et à ses organisations, notamment Bayard, le National maquis et les FTP. Des cartes de la Libération et des parachutages dans l'Yonne sont complétées par un stand particulièrement apprécié sur la presse clandestine communiste dont les techniques et le matériel sont révélés à un public captivé. Les résistants communistes en sont très satisfaits.

Au cours de l'année 1945, une mémoire résistancialiste s'est donc imposée rapidement dans le département, à la faveur des célébrations officielles de l'été. Les premiers lieux de mémoires ont été fondés par des organisations naissantes. Bien d'autres suivront. Une concurrence mémorielle est déjà à l'œuvre. Ainsi la mémoire des Républicains espagnols, rarement évoquée en cette année 1945, risque de se dissoudre dans la mémoire des organisations de Résistance.⁸ À l'exception du témoignage de Simon Igel paru dans *L'Yonne républicaine*, la mémoire de la déportation juive est totalement oubliée. Elle mettra beaucoup de temps à réapparaître. •

Notes

1. Sources de l'article : éditions de *L'Yonne républicaine* et du *Travailleur de l'Yonne* en 1945 (arch. dép. Yonne : Per 1019-2 et PER 1040-2 et 3) ; Archives départementales de Côte-d'Or : W 21465 (Renseignements généraux) ; ARORY, *La Résistance dans l'Yonne*, cédérom AERI, 2004 ; Rémi Dalisson, *Les guerres et la mémoire*, CNRS éditions, 2013.
2. Le conseil d'administration provisoire est composé d'Henri Cuinat, président du CDL, de Maxime Courtis, maire socialiste de Sens, de M. Leclerc, secrétaire départemental de France-URSS, de Rémy, un typographe délégué cégétiste du personnel et d'éléments plus modérés comme M. Léger, le commissaire régional des Éclaireurs de France, M. Séguinot, syndicaliste et l'avoué Maître Delorme.
3. Voir Joël Drogland, *Printemps 1945 : le retour des absents* in *Yonne-Mémoire* n°33, mai 2015.
4. *L'Yonne républicaine*, édition du 17 juillet 1945.
5. Voir Frédéric Gand, 69^e anniversaire de l'attaque du maquis Aillot (18 juin 1944) in *Yonne-Mémoire* n°30, mai 2014.
6. Le préfet y fait référence à l'appel du 18 juin du général de Gaulle, dont il cite des extraits dans son discours. Il fait aussi réponse à la conférence du ministre de l'Air Fernand Grenier, tenue la veille à Auxerre, au marché couvert. Ce dernier, résistant communiste, représentant les FTP auprès du général de Gaulle et voix de Radio-Londres, avait affirmé que la victoire finale avait principalement reposé sur l'Armée rouge, sur l'URSS et sur le génie de Staline. La question de la mémoire n'a pas échappé à la querelle entre gaullistes et communistes.
7. Le Goliath est un petit char allemand télécommandé pour faire exploser les chars russes et le V1 est un missile allemand. Une exposition photographique, portant sur les camps de concentration et révélant les premières images de corps meurtris et amaigris, s'était tenue à Auxerre au mois de juin 1945.
8. À Auxerre, le 14 juillet 1945, est déposé au monument aux morts un bouquet offert par les Républicains espagnols pour honorer leurs camarades tombés au combat. Plusieurs résistants espagnols l'avaient porté en tête du cortège.

Le retour d'un « absent » : Icek Ovieczka, juif polonais, survivant des camps de la mort

- par ARNAUD FOUANON -

En France, durant l'Occupation, l'administration de Vichy participe aux côtés de l'Allemagne nazie à la persécution et à la déportation des juifs (étrangers et français). Cette collaboration se traduit dès octobre 1940 par une loi portant « Statut des juifs », la spoliation des biens juifs - ou aryanisation - et le port de l'étoile jaune en 1942. La même année, la mise en œuvre de la « Solution finale », décidée par les nazis, marque un tournant dans la persécution des juifs sur le territoire français puisqu'elle se traduit par leur arrestation lors de nombreuses rafles et à leur déportation.

Dans l'Yonne, les juifs, dont le nombre est estimé à 320 personnes d'après le recensement de 1941, connaissent les mêmes persécutions. Leur déportation - pour la plupart - fait suite aux trois rafles qui sont organisées dans notre département (12 juillet 1942, 9-10 octobre de la même année et 24 février 1944) : environ 156 d'entre eux sont déportés. C'est le cas d'Icek Ovieczka¹ et de sa famille, qui comme la grande majorité des juifs déportés de l'Yonne y sont arrivés dans les années 1930.

L'arrivée en France

C'est en 1930 que Icek, né le 5 mai 1897 à Opoczno (ville située au sud-ouest de Varsovie) quitte la Pologne, semble-t-il sans sa femme, Gitla, née Masler le 18 septembre 1896 à Tomaszow (ville située au sud-ouest de Varsovie) et leur petite fille, Rojza², née le 8 mars 1927, elle aussi à Tomaszow³, pour venir chercher du travail en France. Le 28 septembre 1930, il bénéficie d'un sauf-conduit signé du commissaire spécial de Toul (Meurthe-et-Moselle), l'autorisant à se rendre à Sens puisqu'il vient de signer un contrat de travail d'une durée de 12 mois, à compter du 30 septembre, avec la tannerie Domange ; il s'installe boulevard des Coquesables à Sens. Son contrat se termine fin septembre 1931 et Icek travaille alors pendant plus de trois ans chez différents employeurs, notamment les usines Fichet⁴, jusqu'au 3 janvier 1935, date à laquelle il se retrouve sans emploi.

L'ouverture du commerce familial à Sens

Il décide alors de s'installer comme réparateur de chaussures à son domicile, situé 21 rue de la Grande Juiverie à Sens, qu'il partage avec sa femme et sa fille⁵. Ses débuts professionnels suscitent la méfiance et la jalousie d'un de ses proches voisins, un homme âgé de 75 ans qui exerce le métier de cordonnier depuis plus de 22 ans dans ce quartier, et qui voit d'un mauvais œil cette concurrence qui lui



Icek, Gitla et Rosa Ovieczka,
 arch. dep Yonne 1447W50 et
 1078W709.

enlève une partie de sa clientèle. Ce dernier adresse un courrier au préfet de l'Yonne, en avril 1935, pour se plaindre qu'« il [Icek] m'empêche de manger du pain » et pour lui demander « s'il a bien le droit d'exercer ce métier » et « d'empêcher aux Français de gagner leur pain ». Le préfet sollicite le commissaire de Sens⁶ qui lui fait un rapport circonstancié mais Icek semble ne pas avoir été inquiété.

RETOUR DES DÉPORTÉS

Il est vrai que depuis son arrivée en France, et ce tout au long de la décennie 1930, l'administration française accorde à cet étranger un avis favorable à ses demandes de renouvellement de carte d'identité d'étranger puisque, notamment, elle évalue sa « *conduite privée, sa moralité et son attitude au point de vue national comme « bonne »* ».

Les persécutions : aryanisation et déportation

Au début de l'Occupation, la famille Owieczka habite toujours 21 rue de la Grande Juiverie à Sens ; Icek y exerce son métier de cordonnier alors que sa femme Gitla est sans profession. En 1941, la petite entreprise familiale, recensée comme juive, fait l'objet d'une procédure d'aryanisation⁷ : jugée sans valeur, elle est liquidée et Icek se retrouve sans activité dès le mois de juillet de la même année. Le 18 novembre suivant, Rosette devient apprenti comme pelle-tière à Paron chez Chapal Frères et Cie⁸ pour une durée de 3 mois d'abord⁹. Icek a-t-il retrouvé un emploi par la suite ? Comment la famille (sur)vit-elle dans une France qui ne veut plus de juifs étrangers sur son territoire ? Difficile d'y répondre. La famille est arrêtée le 9 octobre 1942¹⁰ à Sens lors de la seconde rafle des juifs étrangers dans le département icaunais. Conduite à la maison d'arrêt de la ville, elle est déportée le 6 novembre 1942 à Auschwitz par le convoi n°42¹¹. La famille est alors plongée dans l'enfer du complexe concentrationnaire d'Auschwitz¹², où Gitla et Rojza y périssent alors que Icek survit à cet « univers concentrationnaire »¹³ après avoir connu Auschwitz, Varsovie¹⁴, Dachau et Mühldorf¹⁵.

Le retour du père : rescapé des camps de la mort

Rapatrié en France à compter du 18 mai 1945¹⁶, il revient à Sens et est hébergé chez des amis domiciliés 7 rue des Vieilles Etuves. Le 6 juin 1945, il sollicite du préfet de l'Yonne la délivrance d'une carte d'identité d'étranger. Son courrier est instruit par le commissariat de Sens qui le transmet au Service des étrangers seulement le 11 août suivant ; ce courrier précise que « *Owieczka Icek (...) ne peut actuellement fournir les certificats de travail. Il rentre d'Allemagne comme déporté et n'a pas encore retrouvé un emploi* ». Finalement, il quitte le département le 31 août pour se rendre dans une maison de santé à Villemonble (Seine)¹⁷. Il y reste sans doute plusieurs mois pour se rétablir¹⁸.

A l'automne 1948, Icek habite 18 rue Botha dans le 20^e arrondissement à Paris. En novembre, il fait une demande de naturalisation auprès du préfet de Police de Paris¹⁹ et devient français par décret le 1^{er} avril 1949, il a presque 52 ans. A-t-il retrouvé un emploi ? A-t-il refait sa vie ? Quand est-il décédé ? Les documents consultés ne permettent pas d'apporter de réponses. Néanmoins, deux jours après sa naturalisation, le 3 avril 1949, le président de la République, Vincent Auriol, inaugure à Auxerre le monument des déportés, fusillés et internés de l'Yonne²⁰ sur lequel figurent les noms de sa femme et de sa fille²¹.

Icek fait partie des cinq personnes²², sur les 156 déportés raciaux que compte notre département, à être revenus des camps de la mort... bien faible proportion ! •

Notes

1. Écrit parfois Owieczka ou Ovieszka sur certains documents administratifs.
2. Son prénom est francisé en Rosette.
3. Les documents compulsés ne permettent pas de savoir précisément si l'ensemble des membres de la famille est arrivé en même temps en France ; plusieurs documents laissent penser le contraire.
4. Entreprise de serrurerie et de coffres-forts implantée à Sens en 1917 et qui employait 130 ouvriers. C'est encore aujourd'hui un des leaders mondiaux de la sécurité.
5. La famille occupe une seule pièce au rez-de-chaussée.
6. Le préfet, représentant de l'État dans le département, est chargé de l'ordre public et a sous sa responsabilité les commissariats de police.
7. Voir Jean Rolley, *La spoliation des biens juifs*, in *Yonne mémoire 40/44* Bulletin n°14, mai 2005.
8. Cet établissement a pour objet la fabrication, la teinture et le commerce de peaux pour fourrures.
9. Lors de son arrestation, Rosette est toujours pelletière.
10. Lire les fiches sur les rafles des juifs dans l'Yonne in *La Résistance dans l'Yonne*, CD-Rom édité par l'AERI-ARORY, 2004.
11. Jean Rolley explique in *Yonne mémoire 40/44, La déportation des juifs de l'Yonne (1942-1944)*, Bulletin n° 25, mai 2011, p. 31 que « *Rosette [Rojza], elle aussi, a été arrêtée, malgré son âge. Elle n'avait pas 16 ans : cette limite, respectée en juillet pour la première rafle, ne l'a pas été dans son cas* ».
12. Lire l'article d'Annette Wieworka *Le plus grand centre de mise à mort* in *Les Collections de l'Histoire* n° 294, janvier 2005, pp. 32-39.
13. Il est fort probable, puisque ce fut le sort de nombreuses femmes et filles juives, que la mère et la fille n'étant « d'aucune utilité » pour les Allemands ont été gazées dès leur arrivée alors que le père, exerçant le métier de cordonnier, pouvait servir dans le camp.
14. Il est possible qu'il ait fait partie d'un Kommando envoyé à Varsovie, après l'insurrection du ghetto (19 avril-mai 1943), pour déblayer et travailler ; tel fut le cas de Charles Parus, juif auxerrois, déporté à Auschwitz. Voir in *Yonne mémoire 40/44, Charles Parus, un rescapé de la « solution finale »*, Bulletin n° 20, novembre 2008.
15. Annexe du camp de Dachau.
16. Base de données des déportés icaunais in *La répression et la déportation dans l'Yonne sous l'Occupation (1940-1944)*, Arnaud Fouanon, mémoire de DEA, Université de Bourgogne, Dijon, 1999.
17. Dans l'actuel département de Seine-Saint-Denis.
18. Le 11 octobre 1946, la préfecture de Police de Paris répond au courrier du préfet de l'Yonne, daté du 30 septembre 1946, pour lui signifier qu'Owieczka Icek n'est plus à Villemonble et qu'il ne connaît pas sa nouvelle adresse.
19. Le 20 novembre 1948, le préfet de Police de Paris s'adresse au préfet de l'Yonne afin de recueillir des renseignements sur le séjour d'Icek à Sens de 1930 à 1942.
20. Pour en savoir plus, lire l'article *Le monument des déportés et des fusillés à Auxerre* in *Yonne mémoire 40/44*, Bulletin n°21, mai 2009.
21. Leurs noms sont orthographiés Owieizka Gitla et Owieizka Rosa.
22. En l'état actuel de nos recherches, il s'agit de Simon Igel, Leiser Lipskind, Wolf Majerkowicz, Charles Parus et Icek Owieczka.

“Maquis 44”, 3^e édition, Guerchy dans l'Histoire !

- par THIERRY ROBLIN -



La troupe de Maquis 44 pose pour la postérité avant le spectacle. ©Arory

Les 13 et 15 juin derniers, l'ARORY, en partenariat avec « l'Yonne en Scène », organisait sa désormais célèbre et attendue rando animée nommée « Maquis 44 ».

A lors que les deux précédentes éditions empruntaient les tracés des chemins de la Résistance de l'Aillantais¹, cette année les organisateurs avaient choisi un parcours à travers la commune de Guerchy. Ce choix se justifiait pour deux raisons : tout d'abord cette commune de l'Aillantais compte un nombre important de monuments qui évoquent la Seconde Guerre mondiale et la Résistance en particulier. Ensuite elle est le village natal de Robert Loffroy, un des acteurs majeurs de la Résistance dans l'Yonne. L'occasion était donc belle pour l'ARORY d'organiser la troisième édition de sa rando animée sur les terres de celui à qui elle avait consacré, en partenariat avec ADIAMOS-89, un colloque en novembre 2014².

Trois représentations d'une durée de deux heures chacune

étaient proposées (contre deux l'année dernière) et ce, toujours gratuites³. Ces animations ont mobilisé près d'une cinquantaine de bénévoles afin de garantir le bon déroulement des animations et la sécurité d'un public toujours aussi nombreux (500 personnes, record battu !). Ce succès populaire est bien la preuve que l'intérêt va croissant pour ce type de manifestation qui met en scène des personnages et événements historiques.

Robert Loffroy, le fil conducteur de la randonnée

Dès le début de la randonnée, les spectateurs étaient plongés dans l'histoire, celle de Robert Loffroy : de retour à Guerchy après sa démobilisation au printemps 1941, Loffroy rencontrait son ancien instituteur, Mr Joly, sous les yeux d'écoliers jouant à la marelle ! Cette scène saisissante de réalisme et interprétée magistralement par les comédiens Ludovic Féménias et Jacques Terraz permettait de découvrir la jeunesse militante de Loffroy et de comprendre les raisons de son engagement dans la Résistance. Ensuite, tout au long du parcours, des scènes et lectures de témoignages évoquaient le parcours de celui qui est devenu un

L'ÉVÉNEMENT

Au fil des scènes, les randonneurs traversaient Guerchy dans une atmosphère typique des années 1940-45. ©Arory



des principaux responsables des FTP de l'Yonne. Si Robert Loffroy était bien le personnage central de la 3^e édition de « Maquis 44 », d'autres scènes ont permis de découvrir des événements qui ont marqué les mémoires locales. Ainsi l'animation sonore qui permettait de comprendre l'évènement tragique commémoré par une plaque apposée sur les restes du mur d'une ancienne ferme incendiée, le 13 juin 1944 : alors que les randonneurs découvraient la plaque, une voix comme surgie d'outre-tombe fit sobrement le récit de cette terrible journée au cours de laquelle une famille de résistants, les Dumont et leur ami Roger Roy, tombèrent sous les balles allemandes. D'autres événements emblématiques ont aussi été évoqués, comme l'annonce de la Seconde Guerre mondiale afin de rappeler le 70^e anniversaire de la fin de ce conflit⁶.



Projection du film « Maquis 44 »

Pour celles et ceux qui voudraient découvrir l'ensemble des animations proposées à l'occasion de cette troisième édition de « Maquis 44 », nous ne saurons trop leur conseiller d'assister à la projection du film organisée le samedi 12 décembre à la salle des fêtes de Guerchy, à partir de 17h. En attendant, il est possible de consulter les photographies de la manifestation sur la page Facebook de l'ARORY ainsi que sur le site arory.com. •

Notes

1. Pour en savoir plus sur ces chemins et en particulier leur tracé et localisation, consulter le site www.arory.com, page « chemins de la Résistance » ou bien l'Office du Tourisme d'Aillant-sur-Tholon.
2. Les Actes de ce colloque organisé en novembre 2014 sont actuellement toujours disponibles, pour cela contacter l'ARORY (15 bis rue de la Tour d'Auvergne 89000 Auxerre).
3. La 3^e édition de « Maquis 44 » a pu compter sur l'aide de

nombreux soutiens publics et privés : le Ministère de la Défense, l'ONAC-VG de l'Yonne, le Souvenir Français, la Communauté de Communes de l'Aillantais, les communes d'Aillant-sur-Tholon, de Guerchy et d'Auxerre.

4. L'auteur des dialogues de Maquis 44 s'est fortement inspiré de l'ouvrage de Robert Loffroy *Mémoires d'un résistant et militant communiste de l'Yonne*, édité par l'ARORY et toujours disponible à la vente.

5. Les comédiens Ludovic Féménias et Sylvain Luquin, ainsi que Jean-Pascal Viault, directeur de « l'Yonne en Scène », ont assuré la mise en scène des animations, Thierry Roblin s'occupant de toute la partie historique et administrative. Ont également participé aux animations : Mado Oudin, Martine Hallé, Nanou Bourgeois, Elisabeth Roblin, Mathieu Dubois, Ludovic Riou, Jacques Terraz, Antonin Féménias, Orso Robaglia et Gérard Catani, sans oublier les « Rosalies de Bourgogne » (soldats français et allemands), les écoliers de Guerchy, les pompiers de Guerchy et l'ensemble des figurants et autres bénévoles, que nous remercions.

6. Maquis 44 bénéficiait de l'homologation « Action commémorant le 70^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale ».

MAQUIS 44

UNE RANDONNÉE DANS L'HISTOIRE

ÉDITION 2015

LE FILM!

- PROJECTION UNIQUE -

LE 12 DÉCEMBRE 2015

GUERCHY

SALLE DES ASSOCIATIONS

17H00

en présence des acteurs
et de l'équipe de MAQUIS 44

Bande annonce sur **YouTube** à partir du 20 novembre

Dans "recherche", tapez "bande annonce Maquis 44 2015"

ARORY
• Association pour la Recherche sur
l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne •

VILLE
d'AILLAN-SUR-THOLON

• Mairie de GUERCHY •

LE PAYSAN
ILLANTAIS

L'YONNE EN SCÈNE

AUXERRE

L'Yonne
en bourgogne

Manifestation homologuée

70
LA RÉPUBLIQUE

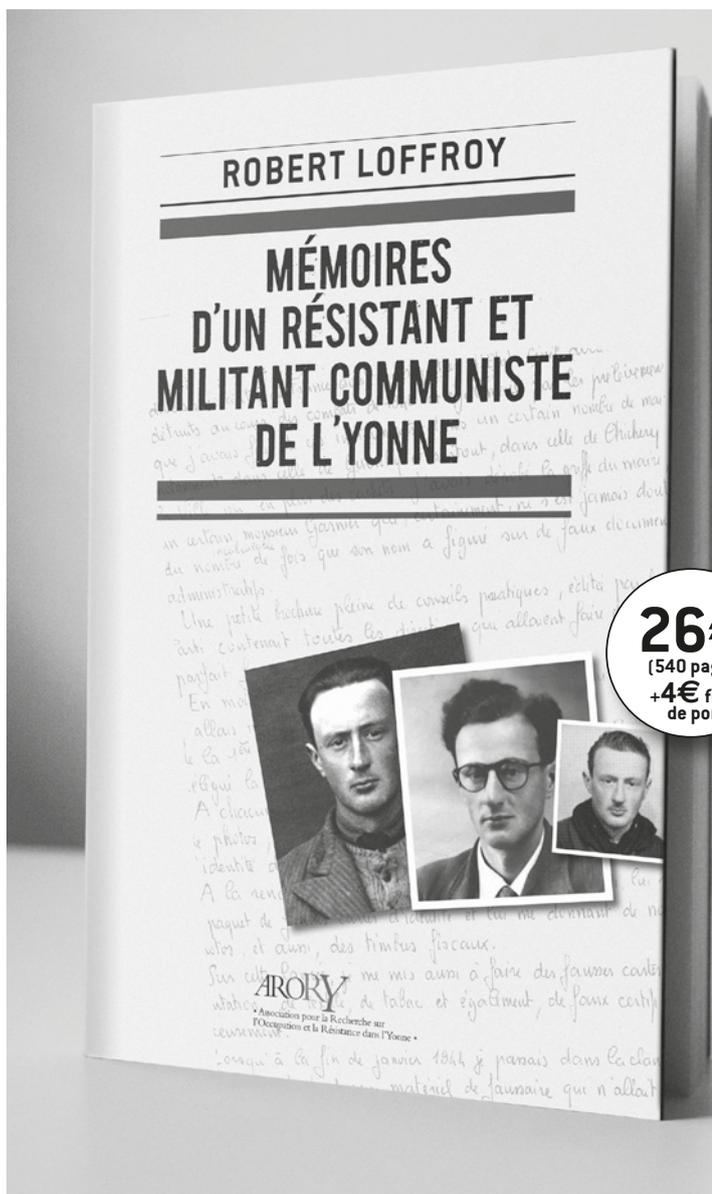
LE SOUVENIR
FRANÇAIS
Lecteurs de la Revue
de l'Yonne et de la
pour la France

SGA

ONAC
Nominé d'ascendance

franco
bleu
auxerre

PUBLICITÉ



Déjà paru :

**LES MÉMOIRES DE
ROBERT LOFFROY, RÉSISTANT
ET MILITANT COMMUNISTE DE
L'YONNE**

**Le témoignage exceptionnel
d'un acteur déterminant de
la Résistance dans l'Yonne**

540 pages, archives photos hors texte, notes
détaillées et index...

*Vous pouvez commander l'ouvrage auprès de l'ARORY par mail :
arory.doc@wanadoo.fr ou par courrier : Arory, 15b rue de la Tour
d'Auvergne*

26€
(540 pages)
+4€ frais
de port

Toujours disponible dans la collection Actes des Colloques

**L'entrevue Pétain-Goering
en gare de Saint-Florentin-
Vergigny le 1^{er} décembre 1941**

**Le point historique sur un événement méconnu
de la collaboration survenu dans l'Yonne sous
l'occupation**

*Vous pouvez commander l'ouvrage auprès de
l'ARORY par mail : arory.doc@wanadoo.fr ou par
courrier : Arory, 15b rue de la Tour d'Auvergne*



12€
(120 pages)
+2€
de frais de port